Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des
révolutions du XIXe siècle

37 | 2008

L'ère victorienne revisitée

Introduction

Fabrice Bensimon et Robert Tombs

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/3505>

DOI : 10.4000/rh19.3505

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 15 novembre 2008

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Fabrice Bensimon et Robert Tombs, « Introduction », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 37 | 2008, mis en ligne le 01 décembre 2010, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/3505> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rh19.3505>

Tous droits réservés

FABRICE BENSIMON ET ROBERT TOMBS

Introduction

Si on demandait aux historiens britanniques quels sont les historiens français dont les noms leur sont les plus familiers, Marc Bloch et Fernand Braudel figureraient sans doute en bonne place. La question inverse, posée aux spécialistes français du XIX^e siècle, appellerait sans doute les noms d'E. P. Thompson et d'Eric Hobsbawm. À juste titre : on verra dans plusieurs des contributions de ce numéro à quel point l'œuvre de ces deux auteurs – qui eurent en commun non seulement d'appartenir à la même génération et de travailler sur l'histoire sociale de périodes voisines, mais d'être tous deux rattachés à l'« anglo-marxisme » – a marqué l'historiographie britannique du XIX^e siècle. Et en même temps, celle-ci est aujourd'hui riche de très nombreux autres travaux, souvent méconnus de ce côté-ci de la Manche. Cette relative ignorance mutuelle a certes ses raisons : la profession historique est devenue si vaste et si spécialisée qu'il est difficile de se tenir à jour des publications en dehors de son propre domaine d'intérêt. Il se peut qu'il y ait aussi, dans le cas de la France et de la Grande-Bretagne, des raisons particulières à cette situation : dans ces deux pays, en particulier ici, l'écriture et l'enseignement de l'histoire sont dominés par l'histoire nationale. Chaque tradition a ses préoccupations et ses problèmes, voire son esprit de corps, et se sent peu obligée de regarder au-delà de ses frontières.

Même quand on veut en savoir plus sur ce qui se fait à l'étranger, les obstacles pratiques ne sont pas nuls. Outre la barrière de la langue, les fruits de la recherche historique britannique sont dispersés dans un grand nombre de revues, dont certaines sont très spécialisées, relativement peu accessibles en France, sur papier du moins¹. L'autre vecteur important de la recherche, les monographies universitaires, sont éditées en Grande-Bretagne à de petits tirages et à des prix souvent élevés, et sont encore moins susceptibles de toucher la communauté historique française. Les traductions en langue française

1. Par exemple, le *Historical Journal*, une des trois ou quatre revues historiques de langue anglaise de premier plan, et dont Robert Tombs est l'un des responsables, ne compte que 21 abonnés en France, essentiellement des institutions – ce qui est moins qu'en Turquie, en Suède ou en Italie, et bien moins qu'en Allemagne, au Japon ou aux États-Unis (qui ont 600 abonnés, essentiellement des institutions universitaires, dont tous les membres ont un accès complet en ligne).

d'ouvrages britanniques sur l'histoire britannique sont d'une rareté désolante, et paraissent souvent des années, voire des décennies après la parution originale. Enfin, vu l'accent mis sur les États-nations en histoire contemporaine, il y a sans doute moins d'échanges d'idées et de méthodes pour cette période qu'en histoire médiévale et en histoire moderne. Et, au sein même de l'histoire contemporaine, alors que les spécialistes de la Première Guerre mondiale ou de périodes plus récentes se rencontrent régulièrement, il n'est pas impossible que le XIX^e soit le siècle le plus « national » dans la façon dont il est étudié.

Bien sûr, ce tableau est un peu schématique, car depuis longtemps des historiens français ont travaillé sur la Grande-Bretagne, et plusieurs d'entre eux continuent de le faire aujourd'hui, y compris par l'histoire comparée. Il n'en reste pas moins que ces deux traditions historiques se sont construites, sinon en s'ignorant, du moins séparément. La *Revue d'histoire du XIX^e siècle* elle-même n'a pas dérogé à une certaine focalisation sur le national. Au cours de ses treize années de parution, la grande majorité des articles qu'elle a publiés ont été consacrés à des objets franco-français. Ce phénomène s'explique en partie par son histoire propre et par celle de la Société d'histoire de la révolution de 1848 et des révolutions du XIX^e siècle, qui l'édite. En même temps, voici quelques années qu'elle a cherché à s'ouvrir, en rendant compte de l'actualité des publications étrangères, mais aussi en publiant des articles portant sur d'autres aires que la France. C'est notamment avec Gareth Stedman Jones que s'est ouvert un dialogue, à l'occasion de la traduction d'une conférence qu'il avait donnée à Paris sur l'histoire sociale britannique ².

L'objet du présent numéro découle du même souci de décentrement : aider le lecteur à se familiariser avec les développements de l'historiographie britannique du XIX^e siècle des dernières années. Il y a, bien sûr, certaines similitudes entre les deux pays. Bien que le XIX^e siècle demeure populaire auprès des étudiants et des chercheurs, il y a perdu ce rôle clé qui, même à l'époque d'E.P. Thompson, était fourni par certains méta-récits de la modernisation. Ce recul, sans doute souhaitable d'un point de vue intellectuel, a conduit les historiens du XIX^e siècle à réfléchir à ce qu'ils font et à s'ouvrir à de nouvelles approches et à de nouvelles méthodes. Mais en termes d'audience, le XIX^e siècle semble coincé entre des périodes plus tragiques ou plus en vogue.

En Grande-Bretagne comme en France, il y a eu simultanément un net déclin non seulement de l'historiographie marxiste, dont Thompson et Hobsbawm étaient des figures de proue, mais aussi de façon plus générale de l'histoire économique et de l'histoire sociale, qui étaient considérées jusqu'aux années 1970 comme des formes dominantes de l'enquête historique. Dans les deux pays, elles ont été remplacées par différentes formes d'une histoire culturelle dont les méthodes et les présupposés ont eu un impact croissant

2. Gareth Stedman Jones, « De l'histoire sociale au tournant linguistique et au-delà. Où va l'historiographie britannique? », *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, n° 33, 2006/2, p. 143-168.

sur tous les domaines de la discipline. Même les genres historiques les plus établis, et souvent les plus traditionnels (l'histoire politique, l'histoire intellectuelle, voire l'histoire militaire, impériale et des relations internationales), ont connu des évolutions comparables, en se concentrant de plus en plus sur les représentations, les perceptions et la création des identités.

Il y a sans doute des différences dans la façon dont l'histoire se pratique de part et d'autre de la Manche. En Grande-Bretagne, c'est une des disciplines les plus populaires à l'école et à l'université, où elle est vue – si on fait abstraction des étudiants qui l'étudient au-delà du premier cycle – comme l'élément d'une éducation généraliste plus que comme une formation à un métier. Les étudiants composent leur cursus assez librement parmi divers sujets, et ils doivent souvent faire une recherche originale en dernière année de licence. On insiste peu sur la théorie et sur la méthode. On encourage les étudiants à travailler de façon autonome, en mettant plus l'accent sur la lecture individuelle que sur les enseignements. Cela signifie, entre autres, qu'il y a un lectorat important pour de nouvelles recherches ; les éditeurs veulent et peuvent produire de nouvelles revues et de nouveaux livres, qui constituent autant de débouchés pour de nouveaux auteurs. On attend aussi des étudiants de master et de doctorat qu'ils entreprennent des recherches de manière autonome. On n'attend pas d'eux qu'ils fassent partie d'une école, et on leur demande même de faire preuve d'une démarche critique et individuelle : le compliment le plus flatteur est d'avoir fait quelque chose de « nouveau ». Il leur faut publier aussi vite que possible et achever leur recherche bien plus rapidement qu'en France, en Allemagne ou aux États-Unis. Quand il atteint la trentaine, un bon jeune chercheur britannique en histoire a présenté plusieurs communications, publié un ou deux articles dans des revues à comité de lecture, et terminé un livre. Le *Research Assessment Exercise* (RAE – agence d'évaluation de la recherche) exige que les universitaires publient tout au long de leur carrière – ou alors leur université souffre de pénalités considérables du point de vue des financements et de l'estime du public, et eux-mêmes en pâtissent.

Le résultat d'ensemble est fort disparate. Au mieux, cela signifie une communauté d'historiens innovante, produisant quantité de travaux dans chaque domaine, dotée de jeunes chercheurs encouragés à suivre leurs propres intérêts et leurs idées, et à produire tôt des travaux novateurs. Au pire, cela signifie qu'on multiplie les revues éphémères, les colloques et des travaux répétitifs, sans substance, sans recherche ni effort théorique suffisants, et cherchant à dissimuler l'absence de qualités solides en étant à la mode.

Afin d'aider les dix-neuviémistes français à démêler cet écheveau, nous avons demandé à des historiens de la Grande-Bretagne d'analyser les tendances importantes dans leur champ de spécialité au cours de la dernière génération, et d'en présenter les travaux les plus influents. Nous avons retenu des champs dans lesquels l'historiographie de la Grande-Bretagne s'est spécialisée, y compris grâce aux apports d'historiens d'autres pays.

James Thompson analyse le champ de l'histoire sociale, essentiel mais moins en vogue ces dernières années ; il discute des débats théoriques qui l'ont traversée, et de l'influence de l'histoire culturelle sur un changement de perspective qu'on pourrait résumer comme le recul de la classe sociale comme catégorie d'analyse. Dans son panorama d'une histoire culturelle conquérante – en particulier, ici, l'histoire de la culture populaire – Rosalind Crone discute également des critiques adressées à une partie des travaux produits dans ce champ, concernant en particulier leur faiblesse théorique et leur manque de cohérence et de substance. Jonathan Parry traite de l'histoire politique, qui a toujours été essentielle dans l'historiographie du XIX^e siècle, et il examine les principales tendances révisionnistes qui ont transformé la compréhension de la politique à l'époque victorienne ; certaines d'entre elles sont issues de recherches empiriques, tandis que d'autres découlent de l'impact de l'histoire culturelle sur ce qui était naguère une étude surtout sociale et intellectuelle. Christina de Bellaigue étudie le champ de l'« histoire des femmes » qui était à l'origine une branche de l'histoire politique, économique et sociale, difficilement dissociable des avant-gardes féministes des années 1960 et 1970, avant de devenir, en une génération, une « histoire du genre » réinventée par ses emprunts à l'anthropologie et à la théorie culturelle, s'intéressant autant aux identités masculines que féminines, et, en fin de compte, reconnue par le monde universitaire. Dans son étude de deux questions-clés (l'industrialisation et le libéralisme), Julien Vincent revient sur les développements d'une sous-discipline, l'histoire économique, qui a longtemps été prépondérante outre-Manche ; les taux de croissance ont été revus, des contraintes et des acteurs mieux appréciés, des interprétations globales remises en cause. Trois articles se penchent sur des thèmes propres à l'histoire britannique ; dans chaque cas, l'auteur écrit ici non seulement en historiographe, mais également en tant qu'artisan de parti-pris au sein de son domaine de spécialité. Tout d'abord, Keith Robbins se penche sur un concept dont il est un des principaux praticiens, la « *Britishness* », une question importante au cours des dernières années, en particulier en raison des débats politiques et culturels récents sur l'avenir du Royaume-Uni. Deuxièmement, Bernard Porter examine l'histoire impériale, qui, comme l'histoire coloniale en France, avec des polémiques comparables, est devenue outre-Manche un sujet de recherche majeur, transformé par les approches post-coloniales et par les débats sur les effets de l'empire sur la Grande-Bretagne elle-même. Troisième champ : l'histoire de la religion, dont les hypothèses classiques concernant la modernisation, la sécularisation et le déclin ont été fondamentalement contestées, comme le montre Jeremy Morris³.

Enfin, en contrepoint à ces articles émanant essentiellement de Britanni-

3. Cinq des six articles rédigés en anglais ont été traduits par les étudiants du Master Traduction d'édition de l'université d'Orléans, sous la direction d'Antoine Cazé. Nous les remercions vivement pour ce travail, sans lequel la production d'un tel numéro n'aurait pas été possible. Les traductions des

ques spécialistes de l'histoire de leur pays, un essai de Christian Topalov entre en dialogue avec l'article de Gareth Stedman Jones déjà cité. Plus qu'un débat franco-britannique, il s'agit surtout ici d'une confrontation méthodologique entre deux chercheurs dont les travaux entrent en résonance.

Certains champs ou sous-disciplines, comme l'histoire ouvrière, l'histoire de la population, du crime et de la justice, l'histoire intellectuelle, l'histoire de la lecture, de la musique ou du théâtre, font, parmi d'autres, figure de parents pauvres dans cette sélection. Il n'était cependant pas possible, dans le volume imparti, de couvrir chaque champ. Certaines évolutions méthodologiques sont également négligées par ce numéro, comme le « tournant pictural » qui a marqué l'histoire britannique depuis quarante ans, par l'usage des images, et de la photographie en particulier, dans les travaux consacrés au second XIX^e siècle ⁴.

Les articles réunis ici sont divers, non seulement par leur sujet, mais également par leur approche, distanciée pour certains, engagée pour d'autres. Malgré la variété des champs sur lesquels ils se penchent, ils montrent cependant tous que les hypothèses essentiellement « modernistes » qui prévalaient avant 1970, concernant la modernisation, la démocratisation ou la sécularisation, ont été remises en cause voire abandonnées. L'impact des tournants culturel et linguistique se retrouve dans la plupart des pages de ce numéro. Ce qui résulte de ces changements est une histoire nouvelle, exploratoire et problématisée de la « Grande-Bretagne », elle-même concept problématique et contesté.

Il est à espérer que les évolutions envisagées ici puissent intéresser les historiens du XIX^e siècle non-spécialistes de la Grande-Bretagne. D'une part, on connaît l'importance maintenant prise par l'histoire globale et par l'histoire « interconnectée » – or celles-ci ne sauraient s'écrire sans une bonne connaissance de l'ère victorienne, qui inclut la période d'une certaine suprématie britannique dans le développement économique et dans les relations internationales. L'histoire européenne elle-même, ou l'histoire comparée, si fréquemment louées et si peu mises en œuvre, ne sauraient se pratiquer sans une bonne maîtrise des travaux sur la Grande-Bretagne. Mais même pour l'histoire du XIX^e siècle français *stricto sensu*, l'écriture historique gagne aux échanges, aux échanges trans-Manche en particulier – notamment sur le plan des problématiques, des méthodes et des questionnements théoriques. Si ce numéro a pu modestement y contribuer, il aura pleinement rempli son rôle.

Fabrice Bensimon et Robert Tombs

articles rédigés en anglais ont également été relus par la rédaction de la *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, en particulier par Judith Lyon-Caen, François Jarrige et Jacqueline Lalouette, que nous remercions.

4. Voir Raphael Samuel, "The eye of history", dans *Theatres of Memory*. Volume 1: *Past and Present in contemporary Culture*, Londres, Verso, 1994, p. 315-336.